

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 2,50 francs. Abonnement annuel: 65 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Conseil suisse des religions

L'Express de Neuchâtel du 21 août dernier annonçait la création prochaine d'un Conseil suisse des religions: «Chrétiens, juifs et musulmans veulent intervenir d'une seule voix lorsque lois et religions s'opposent. Ils comptent aussi sauvegarder les valeurs occidentales à travers l'enseignement religieux.» Après une rencontre informelle durant l'été, les «cinq chefs de file des Eglises nationales et des communautés juives et musulmanes» ont décidé de se voir régulièrement. Ils fixeront leur mandat au début du mois d'octobre. Les thèmes sur lesquels ils entendent intervenir sont notamment l'écologie, la justice sociale et l'éthique médicale.

La volonté de coexister pacifiquement est respectable. Il n'en reste pas moins que chacune de ces religions s'affirme comme la seule vraie. N'occultons pas ce fait principal en utilisant des formules unifiantes ambiguës comme «les religions du livre», ou «les religions monothéistes»! La Bible n'est pas le Coran qui n'est pas la Torah. Quand les chrétiens lisent l'Ancien Testament, ils le lisent dans l'optique du Nouveau. Pour les musulmans, la religion chrétienne est un polythéisme. Le Christ qui est le centre de la foi des chrétiens est un objet de scandale pour les juifs

croissants. L'Eglise se dit «le nouvel Israël», à quoi Jules Isaac répond: «[...] saisit-on bien toute la gravité d'une telle revendication? Elle équivaut à bien pis que diffamer le peuple juif: à tenter de lui dérober l'étincelle de vie, le feu sacré, et l'on peut bien dire son âme même.» Ces oppositions théologiques ont suscité au cours des siècles des affrontements sociaux et politiques d'une grande violence.

Pourquoi vouloir parler «d'une seule voix» alors que les trois religions sont incompatibles sur tant de points fondamentaux? Les prises de position du Conseil sont condamnées à rester à la périphérie de l'essentiel. Et même alors, on n'évitera pas les équivoques. En matière d'écologie et d'abattage rituel, en matière de «valeurs occidentales» et de port du voile, en matière d'enseignement non seulement de la religion, mais aussi de l'histoire et même des sciences, les éventuels accords seront entachés d'arrière-pensées, de calculs et de non-dits.

La réalité est que les trois religions ne cherchent pas la même chose ni avec la même énergie dans ce Conseil. Les 330'000 musulmans vivant en Suisse forment pour l'heure une masse non structurée (cent vingt organisations et huitante centres ethniques) de

croissants et de non-croyants individuels. Selon M. Farhad Afshar, président de la Coordination des organisations islamiques suisses, «l'application de la liberté religieuse ancrée dans la Constitution ne devrait pas être déléguée aux collectivités cantonales et communales». Les exigences de cet «expert» (c'est *L'Express* qui le nomme ainsi), son mépris pour la réalité complexe du fédéralisme suisse et pour les compétences cantonales en matière de relations entre l'Eglise et l'Etat sont lourds de signification.

Pour les musulmans, la participation à ce Conseil sur pied d'égalité avec les représentants des autres religions leur vaut le statut de communauté religieuse, premier pas vers l'acquisition d'une reconnaissance officielle.

Pour le président de la Fédération suisse des communautés israélites, M. Alfred Donath, cette réunion des trois religions offre l'occasion de réduire les tensions et les peurs qui ternissent leurs relations, peut-être aussi d'influencer l'enseignement scolaire.

Et pour les chrétiens?

Les catholiques sont prudents. M^{re} Amédée Grab a d'ores et déjà posé comme condition de participation que la structure du Conseil soit acceptée par l'Eglise romaine. C'est une sérieuse

réserve. Dans tous les cas, cette opération restera une affaire marginale pour les catholiques.

Pour les protestants, il en va différemment. Depuis longtemps, les Eglises réformées cantonales et leurs statuts historiques sont contestés au profit d'un système centralisé réputé plus efficace et moins conservateur. On se rappelle la publication en 1962 de l'ouvrage du pasteur bâlois Lukas Vischer² demandant la création d'une Eglise protestante suisse, puis, en 1983, l'émergence du «Synode protestant suisse». Si on ajoute à cela les propositions toutes récentes de M. Gottfried Locher, cadre de la FEPS, en vue de créer un poste d'évêque des protestants suisses³(!), il saute aux yeux que la mise sur pied de ce Conseil est pour la FEPS, instigatrice de toute l'affaire par son président Thomas Wipf, l'occasion rêvée d'une nouvelle tentative de prise de pouvoir.

OLIVIER DELACRÉTAZ

¹ «Genèse de l'antisémitisme», p. 147, Agora, Calmann-Lévy, 1956.

² «La Fédération des Eglises protestantes de la Suisse, Fédération ou Eglise?».

³ 24 heures du 31 août 2004.

Merci, Monsieur Perrochon

Une grande figure de l'Ecole vaudoise fête ces jours son 100^e anniversaire, Monsieur Louis Perrochon. Le but de ces lignes n'est pas d'adresser des vœux de circonstances, aussi mérités soient-ils, mais bien de rappeler le rôle joué par certaines personnalités issues de l'ancienne Ecole normale vaudoise, dont celle-ci.

Né en 1904 à Bercher, où son père est chef de gare, breveté instituteur en 1925, Louis Perrochon est d'abord «régent» d'une classe à trois degrés (soit des élèves de 5 à 15 ans) à Peyres-Possens, puis il accepte de revenir dans son village natal – preuve d'une indépendance d'esprit plutôt rare.

A 39 ans, il est appelé comme maître de sport à l'Ecole normale de Lausanne, puis devient inspecteur cantonal de la gymnastique en 1949. C'est dans ces deux postes qu'il va donner toute la mesure de la richesse de ses

dons. Non seulement, grâce à son entregent et à sa force de persuasion, l'éducation physique trouve la place qui lui est due, dans les esprits, dans les programmes et dans les préaux d'école, mais de plus, innombrables sont les enseignants du Canton qui ont trouvé en Monsieur Perrochon un homme d'écoute, un confident dont les intérêts dépassaient de loin la branche qu'il était censé enseigner ou inspecter, quel que soit le domaine abordé, professionnel, artistique ou personnel. Ceux-là ne l'oublient pas.

Son exemple donne à penser. Il n'a cessé, sa vie durant, de s'engager pour les autres et pour la communauté. Colonel des troupes de subsistance, il a eu la responsabilité de ravitailler les 20'000 hommes de la 1^{re} division pendant la guerre 1939-1945. Tandis qu'au moment de la retraite, il a contribué largement à mettre sur pied

la gymnastique du troisième âge, ici encore une œuvre dont la dimension sociale rejoint une préoccupation majeure, celle de la dignité de l'être. Son goût pour la peinture et son talent pour cet art sont un autre reflet de l'équilibre de cette vie si riche et si rayonnante.

On nous permettra de mettre ici en évidence un autre enseignant, centenaire lui aussi, Monsieur Hector Jacot, instituteur à Vevey, commandant d'un bataillon d'infanterie pendant la mobilisation, excellent musicien et directeur de chœur, chez qui tous les matins commençaient par un chant, accompagné au violon et où on lisait en classe «L'aube», première partie du «Jean-Christophe» de Romain Rolland – en réalité une véritable éducation, qui nous marque pour la vie.

On le voit. Cette ancienne Ecole normale n'était pas sans défauts, mais

en la supprimant, on a peut-être oublié qu'elle était aussi capable de former des personnalités – des humanistes – de cette dimension.

JEAN-JACQUES RAPIN

SOMMAIRE

Dans l'ombre de Byzance 2
De Dioclétien à nos jours, les chrétiens d'Egypte n'ont cessé d'être soumis à la persécution.

La parole au Pays 3
D'accord, le référendum des communes n'est pas émotionnel. Mais pensez à ses possibilités d'emploi...

Les modernes et leurs mesures 4
Les Grecs anciens pensaient la justice en terme d'équilibre. Les modernes la voient comme un point de fuite.

VOTATIONS FÉDÉRALES DU 26 SEPTEMBRE

4 x NON

William Dalrymple : Dans l'ombre de Byzance (fin)

C'est en Egypte que se termine le périple proche-oriental du journaliste William Dalrymple, suivant les pas de Jean Moschos, moine grec du VI^e siècle.

Alexandrie. La ville d'aujourd'hui est très différente de celle d'hier et d'autrefois, depuis le réveil nationaliste de Nasser. La richesse a disparu avec les Européens, Juifs, Arméniens, Grecs chrétiens, la beauté, la belle architecture aussi. Du temps de l'empire ottoman, c'était une ville tournée vers la Méditerranée et le monde; elle est maintenant tournée vers le sud, le désert. Les synagogues sont vides, les Juifs sont partis pour Israël. Même chose pour les Grecs et toutes leurs activités.

Alexandrie fut une capitale intellectuelle du monde, une ville grecque, fondée par un Grec. Euclide y rédigea son traité de géométrie, Eratosthène y mesura le diamètre de la terre (avec une erreur de 80 km seulement!); Ptolémée y créa ses cartes; et les 70 savants juifs y écrivirent la première traduction de l'Ancien Testament en grec. Des siècles durant, Alexandrie fut non seulement la capitale de l'Egypte, mais la Perle de la Méditerranée, le plus grand port du monde classique. Ses villas et ses temples, ses palais et ses monuments, ses églises et ses avenues bordées d'arcades s'étendaient sur une surface bien plus grande qu'aujourd'hui. Tout est actuellement enseveli sous le banal paysage urbain moderne. Sous les hôtels et les bouis-bouis gisent en grand nombre les plus majestueux édifices de l'Antiquité: le Césarium, où Cléopâtre se donna la mort, le fameux Phare (une des sept merveilles du monde), la Grande Bibliothèque, avec ses sept cent mille parchemins, le Museion, le Sérapeum, le tombeau d'Alexandre... tous ont entièrement disparu, souvent par l'action fanatique de moines du désert, aux II^e et III^e siècles, luttant contre le paganisme pour imposer le christianisme. De temps en temps, le sol cède sous le pas de ses habitants qui, pris au dépourvu, chutent brutalement dans les caves d'un temple ou d'un palais oublié, et les fouilles entreprises peuvent exhumer les plus extraordinaires complexes de catacombes datant de l'ancien monde.

Jean Moschos et son compagnon Sophronius ont vécu à Alexandrie par deux fois, en 578-579, fuyant le sac d'Antioche par les armées persanes, puis de 607 à 614, où ils entreprennent alors une campagne énergique contre le monophysisme des couches populaires, ceux qu'on appelle les «coptes», car ils parlent l'égyptien vulgaire, tandis que les classes supérieures sont hellénophones. En 614, les armées persanes les contraignent à nouveau à reprendre la mer, en direction de Chypre et de Constantinople cette fois.

En route avec William Dalrymple pour Oxyrhynchus, dans le désert occidental. L'emplacement de cette bourgade était un dépôt d'ordures, jusqu'en 1895, où deux archéologues britanniques y exhumèrent une quantité extraordinaire de papyrus d'un intérêt inestimable, une véritable bibliothèque entière de classiques qu'on croyait à jamais perdus: un chant oublié de Sapho, des fragments de pièces d'Eschyle et Sophocle, le plus ancien papyrus connu reproduisant l'Evangile selon saint Matthieu, un feuillet extrait d'un livre des Apocryphes dont on ignorait l'existence, *Les Actes de Paul et Thècle*, le compte-rendu d'une entre-

vue entre l'empereur Marc-Aurèle et un magistrat alexandrin, et tout un ensemble de correspondance byzantine et de documents administratifs.

C'est non loin d'Oxyrhynchus qu'est né saint Antoine, un fermier égyptien à demi illettré, admiré pour son ascèse, écouté et suivi au point de devoir fuir la foule qui l'entourait, s'enfonçant toujours plus dans le désert, et finalement regroupant ses fidèles dans un monastère, fondant ainsi le monachisme chrétien, à la fin du III^e siècle. Au début du V^e siècle, il y a déjà quelque 700 monastères entre Jérusalem et le désert d'Egypte.

Le monastère de Saint-Antoine, un monastère vivant, bien peuplé, attirant des vocations, est situé au milieu du désert, isolé à quelque 450 km au sud-est du Caire et 75 km de la Mer Rouge, encerclé d'une muraille et de bastions en boue séchée, de deux formidables tours de garde et d'un donjon byzantin. A l'intérieur de ces défenses: des rues bordées de maisonnettes en boue séchée pourvues de balcons, une série d'églises et de chapelles, quelques placettes avec des palmiers.

La vie de ces moines coptes est axée sur le renoncement, le jeûne, la prière; ils se lèvent à trois heures du matin pour un premier office qui dure cinq heures. Aux vêpres, il y a là 60 moines au bas mot; «ils psalmodient à gorge déployée un plain-chant grave, très différent des mélodies évanescences et douces-amères du chant grégorien ou des vêpres râpeuses et précipitées des Grecs»; c'est une liturgie chantée en copte depuis plus de 1500 ans, dans la même langue que celle de l'Egypte ancienne, qui la parla pendant les 3 millénaires précédents. Le journaliste a noté une ressemblance entre cette liturgie, les accessoires culturels coptes et ceux d'Irlande: croix en *Tau*, croix-roues.

De tout temps, les moines eurent à se protéger des persécutions (de Dioclétien), des incursions ennemies au temps de J. Moschos, et de la désagrégation de cette partie de l'Empire byzantin, des razzias et des assassinats de Bédouins, et présentement de la Djemâa islamiya des fondamentalistes musulmans. Car ceux-ci se battent pour faire de l'Egypte une République islamique. C'est principalement en Haute Egypte qu'ont lieu rançonnements, violences et assassinats, contre lesquels le pouvoir ne réagit pas.

Retour au Caire, ville qui doit son développement aux Musulmans. Beaucoup de quartiers, périphériques surtout, sont sales, sans infrastructure, de vrais bidonvilles. Actes de violence contre les Chrétiens, dus à la Djemâa islamiya, comme en Haute-Egypte. Actes niés ou minimisés par le pouvoir, qui opte pour une islamisation générale du pays sans violence. «L'Etat a toujours su qui étaient les membres de la Djemâa islamiya», déclare un copte. «Tant qu'ils se contentaient d'abattre quelques coptes par-ci, par-là, il les a tolérés, bien content de s'en tirer à son compte. C'est seulement quand ils se sont retournés contre les étrangers, en compromettant le tourisme par la même occasion, qu'on a pris les mesures qui s'imposaient.» Mais ces actes sont aussi niés par les coptes qui craignent de parler et ainsi d'avoir à subir plus de violences (assassinats, destructions d'églises, discriminations dans le domaine de l'emploi, de la politique, de la justice). Un grand nombre ont émigré vers l'Australie, le Canada,

les Etats-Unis. Aucune aide n'est apportée par les chrétiens d'Europe ou d'Amérique.

En route pour Assiout et l'oasis de Kharga, dans une automobile prêtée par le gouvernement, avec un contingent de soldats bien armés. Violences et faits d'armes partout sur le passage, récits d'atrocités commises par la Djemâa islamiya. Arrivée dans l'abbaye de Dér-el-Muharrag, le «monastère incendié», forteresse construite par l'empereur Zénon, et théâtre d'une tuerie six mois avant cette visite. La fermeté des Coptes, des moines surtout, qui se sentent sur leur terre, est soutenue par le souvenir du Passage de la Sainte Famille en ces lieux, poursuivie par les sbires d'Hérode; quelques moines continuent de la voir en rêve errer dans les environs. «Ce lieu engendre des visions, disent-ils; nous ne saurions le quitter». Et comme ils vivent autant dans le passé que dans le présent, «nous autres coptes, disent-ils, avons toujours subi des agressions à cause de notre foi. A côté de ce que nous avons subi par le passé, nos ennuis actuels ne sont rien. – De quoi voulez-vous parler au juste? Lui demande le visiteur – Eh bien, des massacres de Dioclétien, par exemple. Ça, c'était de la persécution!» La communauté a résisté à bien d'autres assauts et violences, et refuse totalement de se domicilier ailleurs. «Nous ne cherchons pas le martyre, mais s'il se présente, nous ne le rejetons pas non plus.»

Le point extrême des pérégrinations de Jean Moschos est Kharga, la Grande Oasis comme on l'appelait autrefois. Pour y aller, il faut traverser une grande faille géologique: le désert présente ici une cassure de trois cents mètres de

haut, à pic, et continue de l'autre côté, plus bas, mais aussi entièrement plat.

Au temps de Byzance, Kharga était le lieu de relégation de ceux que l'empereur voulait exiler (les hérétiques entre autres); c'est le bout du monde, d'un isolement total; c'est aussi le cimetière des ambitions démesurées de Nasser, qui avait rêvé d'en faire une ville nouvelle, innovante et prospère, dont témoigne encore l'immense Oasis Hôtel; et c'est aujourd'hui la plus grande prison d'Egypte, où sont relégués les adversaires politiques, les communistes et les militants islamiques, qui ont remplacé les hérétiques nestoriens.

A trois kilomètres en dehors de la ville, au milieu des dattiers, au bord du désert, s'élèvent les ruines d'un temple pharaonique, où s'implanta la grande *lavra* qu'a connue Jean Moschos. A quelque distance se voit encore la nécropole copte de Bagawat, reconnaissable à des monuments en ruine, des sépultures, des fresques, des chapelles, des fosses éventrées révélant des chambres funéraires où étaient passés des pilliers de tombes.

Jean Moschos avait assisté à la prise d'Alexandrie par les Perses, qui fut suivie de la conquête musulmane, en 641. C'était le début de la décroissance lente de la religion chrétienne au Proche-Orient, où elle était née. Le visiteur, après un périple extrêmement riche en découvertes antiques et actuelles, qui nous touchent comme lui, parce que c'est notre passé, et que c'est aussi le présent d'un monde à nos portes, avait l'impression d'assister au dernier acte d'une évolution historique commencée quelque quatorze cents ans auparavant.

GEORGES PERRIN

Revue de presse

L'art de dégonfler les «pétuffles»

Le terme n'est pas (encore) dans le dictionnaire, mais nous avons déjà un maître qui s'y entend pour crever les ballons des mythes helvétiques, M. Alain Charpillod, qui écrit dans le *Jura Libre* du 9.09.2004:

1901, 1902, 1903... 1999, 2000, 2001, 2002, 2003: les discours du 1^{er} janvier, du 1^{er} août et même des autres jours des autres mois, invitent les Suisses à la cohésion nationale. Mais le 1^{er} août 2004, surprise! Le président de la Confédération, dans un mouvement de folle audace, a fait ce que nul n'attendait: il en a appelé à la cohésion nationale. Il a osé! Sous l'humble professeur d'université se cachait un kamikaze, pardon! un Winkelried, ce héros socialiste avant l'heure, qui réclamait assurance-survivants et allocations familiales («prenez soin de ma femme et de mes enfants») au moment du sacrifice suprême. Notons au passage que Joseph Deiss n'a pas étendu la cohésion nationale à Ruth Metzler, car il y a des limites à tout. Du calme, les nanas! [...]

Cohésion nationale: terme redondant et vide. Ce qu'il faut rechercher, c'est l'entente confédérale des Cantons qui négocient, souvent péniblement, pour arriver à des arrangements ou qui acceptent que les solutions politiques puissent diverger d'un Canton à l'autre. La centralisation fédérale au contraire ruine cette entente, car elle impose les vues d'une majorité à une minorité qui n'est pas toujours consentante. Elle contribue à diviser les Suisses.

César ou Pompée?

Nous empruntons ce titre à M^{me} Joëlle Kuntz (*Le Temps* du 10.09.2004) qui établit une analogie entre la lutte des factions dans les derniers temps de la République romaine et les actuelles élections présidentielles américaines:

L'homme le plus puissant du monde, empereur, roi ou président, appartient à tous, où qu'on soit, depuis toujours. Sa biographie et sa politique sont connues partout, de même que son physique, grâce aux statues, aux photos ou à CNN. Le désir de le détrôner, s'il déplait, est partagé bien au-delà des frontières de son pays ou de son empire. Toute l'élite politique dépendant de Rome avait son avis sur César et Pompée, comme aujourd'hui sur George W. Bush et John Kerry. [...]

A Rome, le jeune Octave devenu l'empereur César Auguste mit fin aux luttes partisans. Comment en effet l'hégémonie romaine aurait-elle pu s'exercer et durer si l'autorité du chef de l'Etat avait été constamment remise en question? Assisterons-nous un jour au même phénomène aux Etats-Unis? Cela n'empêcherait pas les Américains, comme ce fut le cas sous Auguste, de continuer à jouer à la démocratie puisque leurs campagnes électorales souvent grotesques plaisent au public. Ils pourraient toujours prêcher au monde la démocratie et les droits de l'homme quand ça les arrange. Ils le font déjà.

E. J.

La parole au Pays

Les collectivités publiques ne peuvent légitimement désobéir aux lois qui organisent leur existence et leur fonctionnement. Cela dit, bon nombre parmi les plus petites de ces collectivités ne peuvent pas non plus influencer toutes ces règles. Il ne semble ainsi pas adéquat de laisser nos communes vaudoises dépourvues de la possibilité, pourtant offerte aux citoyens, de remettre en discussion les lois cantonales par un référendum. Sans aller jusqu'à les comparer tout à fait avec l'individu humain au sein de la famille, il reste indéniable que nos communes forment toutes une unité particulière à prendre en compte en tant que telle dans leur groupement naturel cantonal. Agissons en conséquence.

Par ailleurs, si les réformes institutionnelles semblent aux yeux de beaucoup par trop éloignées de nos humaines préoccupations, il n'en est rien. Les règles remises sur le métier sont en effet politiques, destinées à organiser les relations humaines. Elles nous touchent en plein.

Le référendum des communes est à cet égard exemplaire. En permettant à un dixième des communes vaudoises d'obtenir un référendum, l'initiative en cours ne veut pas concéder plus de pouvoir à l'Etat et à son personnel politique. Les communes ne sont ni le gouvernement ni un organe de celui-

ci. L'initiative accorderait en fait plus de pouvoir à l'exécutif d'entités, certes subordonnées à l'Etat, mais légitimées par un rôle longtemps assumé avec succès. C'est pourquoi le référendum des communes, tenant de la consultation, semble adapté à la situation politique des communes vaudoises.

Le référendum populaire pâtit de certains défauts. L'existence d'un référendum des communes compenserait bon nombre de ces faiblesses et compléterait l'arsenal consultatif à la disposition de qui veut donner la parole au peuple. La mobilisation semble en effet plus aisée dans les rangs de personnes déjà dévouées à l'action politique.

Cela dit, nous ne nous dirigeons sûrement pas vers une prolifération incontrôlée des référendums. Les municipalités demeurent toujours moins suspectes que les citoyens de mener des campagnes pour des motifs par trop émotionnels. Sauf de très rares cas de frénésie collective, les collègues municipaux modèrent en effet les plus enflammés de leurs membres. En outre, le référendum communal conserverait plus de chances d'échapper aux impératifs électoraux et aux dérives clientélistes.

Que la commune, qui doit à ses citoyens et à elle-même de défendre ses biens et sa liberté d'administration, soit habilitée à interpeller le peuple

paraît légitime. Il semble en effet adéquat que les gestionnaires communaux puissent, à l'occasion, s'en remettre au vote cantonal. Le peuple qui, au même titre que le territoire, constitue un élément essentiel du Pays pourrait de la sorte pallier aux défaillances des autorités cantonales qui ne sauraient, à elles seules, représenter le Canton.

Autoriser des municipaux à solliciter l'avis populaire face à des problèmes avec lesquels se débattent les plus petites collectivités publiques du Pays permettrait ainsi au peuple souverain d'arbitrer les différends qui peuvent opposer le Conseil d'Etat et le Grand Conseil à certaines communes. Qu'une situation conflictuelle puisse survivre à une telle décision souveraine résulterait d'un manque patent de respect des «règles du jeu». La loi ne peut rien contre ce mal, seule l'éducation se révèle efficace à cet égard.

Ce mode de faire permettrait encore de protéger les communes contre des transferts de responsabilité inadéquats décidés à Lausanne et imposés depuis la capitale. Cela éviterait en outre de faire retomber la honte d'une mauvaise gestion sur des élus communaux au dévouement souvent voisin du bénévolat et auxquels une expérience quotidienne de la réalité du Pays, c'est-à-dire simplement de ce qui le compose, devrait donner voix au chapitre.

En outre, les communes couvrent l'entier du territoire cantonal et rappellent l'étendue véritable du Pays à un Etat toujours plus centralisé. Offrir à nos communes la faculté d'imposer à l'Etat un référendum permettrait donc au peuple vaudois confronté à un problème strictement régional de décider des mesures de solidarité à prendre ou à rejeter. Je parle ici du sentiment d'unité cantonale et donc, puisque l'on n'aime bien que ce que l'on aime comme un tout, du patriotisme vaudois. Nous avons l'occasion de lui donner une chance, ne la laissons pas passer.

Défendre les communes vaudoises n'exclut pas non plus l'attachement au Canton. Cela constitue au contraire une contribution à l'intérêt cantonal que de lutter pour conserver ou transférer aux communes des travaux épargnés au Canton et pour laisser ainsi à de petites entités la possibilité de remplir des tâches que, contrairement au Canton, elles exécutent souvent au plus près de leurs intérêts financiers.

En définitive, cette initiative pourrait, par l'entremise de citoyens qui connaissent une parcelle du Pays réel plutôt qu'ils ne s'imaginent un Canton théorique, nous donner quelques fois la parole. Ce serait en somme donner un peu plus la parole au Pays.

PIERRE-FRANÇOIS VULLIEMIN

Pour une apologie raisonnable de René Girard

Le dernier *Camp de Valeyres* a été pour nous l'occasion de présenter une nouvelle fois les thèses essentielles de René Girard - que lui-même appelle de préférence des hypothèses -, non point par un nouvel effort de déchiffrement de notre part, mais par la simple lecture du texte de la troisième des conférences qu'il a prononcées à la Bibliothèque nationale de France, les 21, 22 et 23 octobre 2002, sous le titre général *Le sacrifice*.¹ Cette dernière leçon portait plus précisément sur une analyse comparative du *sacrifice dévoilé dans les religions bibliques et la religion védique*.

Il n'entre pas dans notre propos de présenter ce texte. Il suffit de le lire ! Il y a mieux à faire : on assiste ces temps-ci, et particulièrement en France, à une sorte de retournement des intellectuels à l'égard de la pensée girardienne, comme s'il avait fallu quarante ans pour que l'on commence à la comprendre. On reconnaît enfin, grâce aux très nombreux colloques et publications qui lui sont consacrés un peu partout dans le monde, mais malheureusement pour nous surtout dans le monde anglo-saxon, que sa démarche d'anthropologue est celle d'un réaliste qui affirme sa conviction que «la Bible va plus loin que l'anthropologie dans la compréhension du mécanisme de la violence»². Loin de remettre en cause les fondements mêmes de la doctrine chrétienne, René Girard ne cesse en effet d'affirmer l'unicité, la singularité absolue du sacrifice du Christ. Et c'est bien pourquoi ses détracteurs, par exemple Régis Debray, lui font grief de recouvrir d'une sorte de vernis scientifique ce qui ne serait qu'une forme d'apologétique. Thomas Regnier, dans le substantiel entretien qu'a publié cet

été le *Magazine littéraire*, pose carrément la question à son interlocuteur : «Votre œuvre est-elle empreinte d'un souci apologétique ?» Autrement dit, toutes les idées développées par René Girard depuis *Mensonge romantique et vérité romanesque*, paru en 1961, jusqu'à son dernier livre, *Les origines de la culture* (qui vient de sortir de presse chez Desclée de Brouwer), ne sont-elles pas en réalité, sous couvert d'une démarche d'abord littéraire, puis de prétention anthropologique, la prédication d'un évangile renouvelé, et donc suspectes à ce titre ?

A cela Girard, qui dit se rallier pour les questions importantes à une épistémologie thomiste, répond d'abord qu'il a fait ses découvertes sans aucun souci apologétique. Cette affirmation ne peut être mise en doute par le lecteur du *Mensonge romantique* dont l'auteur nous révèle, chez les grands auteurs, le génie de la *mimésis*, du désir mimétique, à l'œuvre tant chez les snobs de Proust que dans les figures de Shakespeare³. Nous avons déjà évoqué dans ces colonnes cette condamnation de l'individualisme romantique : «Nous nous croyons libres dans nos choix, que ce soit celui d'une femme ou d'une cravate. Illusion romantique ! En réalité nous ne choisissons que des objets désirés par un autre, mus le plus souvent, par ce que Stendhal appelle les sentiments modernes, les fruits de l'universelle vanité : l'envie, la jalousie et la haine impuissante.» Il aurait pu s'en

tenir là, Girard, en rester en quelque sorte à un travail de critique littéraire supérieure. Mais c'est l'évidence, non reconnue, de la rivalité mimétique dans les grands mythes et dans les récits bibliques qu'il va alors révéler, d'abord dans *La violence et le sacré*, paru en 1972, puis six ans plus tard, dans *Des choses cachées depuis la fondation du monde*. Il y démontre, c'est trop peu dire, il accumule les démonstrations de la réalité du principe mimétique («Vous serez comme des dieux», Caïn et Abel⁴, etc...) qui conduit inévitablement à la crise. Lorsqu'elle se produit au sein des sociétés archaïques, elle se transforme en *crise sacrificielle* par laquelle la victime sacrifiée, le *bouc émissaire*, d'abord diabolisée, puis divinisée, rétablit l'ordre dans la cité.

Son intuition conduit alors René Girard à une nouvelle lecture du texte évangélique, le premier, mais aussi le seul à expliquer le mécanisme victimaire. A l'encontre des mythes païens qui racontent la mort ou l'expulsion d'une victime jugée coupable, comme étaient coupables les sorcières du moyen âge, nous lisons la Passion et la mort d'une Victime innocente qui sait que ceux qui la condamnent «ne savent pas ce qu'ils font», et qui refuse l'enchaînement de la violence mimétique.

C'est résumer en bien trop peu de mots le cheminement insolite, et pourtant d'une lecture si convaincante, de Girard. Mais il nous a paru opportun de

passer par ce raccourci pour comprendre la deuxième partie de sa réponse à Thomas Regnier en référence à son livre *Les origines de la culture*, déjà cité : «Oui, dit-il, que ce souci (apologétique) soit là aujourd'hui, c'est certain, cela ne fait pas de doute ; car il faut dire la vérité». Mais à notre avis, ce «sueci» n'enlève rien à la solidité de son œuvre. Au contraire c'est une manière d'aboutissement d'un long travail qui, pour avoir été longtemps étranger à toute manifestation de foi, n'en a pas moins abouti à la conversion de l'auteur.

DANIEL LAUFER

¹ René Girard, *Le sacrifice*, éd. Bibliothèque nationale de France, 2003, 68 p.

² Cf. *Magazine littéraire* N° 433, juillet-août 2004, pp. 98-103.

³ René Girard, *Shakespeare - Les feux de l'envie*, Grasset 1990.

⁴ Cf. en particulier *Politiques de Caïn - En dialogue avec René Girard*. Desclée de Brouwer, 2004. Dans un chapitre intitulé *Rivalité et mimésis - L'étranger de l'intérieur*, Roberto Escobar, professeur de philosophie politique à l'Université de Milan, analyse avec brio la rivalité créée par ces «étrangers de l'intérieur... qui arrivent du tiers ou du quart monde jusqu'au cœur du premier monde, nouveaux barbares assiégeant l'empire blanc.»

Il est toujours plus facile d'avoir des opinions audacieuses que d'être intelligent.

Nicolás Gómez Dávila

LA NATION

Rédacteur responsable :
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration :
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 3414, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet : www.ligue-vaudoise.ch
Courriel : courrier@ligue-vaudoise.ch
Imprimerie Beck, Lausanne

Les modernes et leurs mesures

On connaît la formule si belle d'Héraclite: «Le soleil ne dépassera pas ses mesures, sinon les Erinyes, auxiliaires de la Justice, sauront bien le découvrir». Ainsi pensaient les Grecs. Pour eux, la catégorie existentielle la plus importante n'était pas celle de progrès, mais bien d'équilibre, de juste mesure. L'idéal ne devait pas être d'aller toujours plus loin (plus vite, plus haut, etc.), mais à l'inverse de respecter certaines limites, limites au-delà desquelles le mieux devient immanquablement l'ennemi du bien. En ce sens, tout excès est à proscrire, y compris l'excès de vertu, comme l'explique Aristote dans son *Ethique*: le courage est un milieu entre la lâcheté et la témérité, la libéralité entre la parcimonie et la prodigalité, etc. Il faut aussi se méfier de l'excès de démocratie, car l'issue inéluctable en est la tyrannie, etc. Tout autre est le point de vue moderne. Pour les modernes, la justice ne consiste pas en un certain point d'équilibre entre deux excès contraires, l'un comme l'autre à éviter, il faut plutôt la comparer à un point de fuite situé à l'horizon, inaccessible donc, mais vers lequel on ne cesse inlassablement de tendre. Et donc nous ne devons jamais nous arrêter en cours de route, nous devons toujours aller de l'avant.

C'est ce qu'on appelle le «sens de l'histoire», d'une expression que le marxisme a peut-être contribué à populariser mais qu'il n'est de loin pas seul à utiliser. L'histoire, estime-t-on, coule dans une certaine direction fixée d'avance, direction qu'il ne nous appartient pas de remettre en cause. Pourquoi faire d'ailleurs? Par principe, un tel mouvement est bon, nous ne saurions donc mieux faire que de l'épouser. L'après l'emporte toujours en dignité sur l'avant, le présent sur le passé, etc. Veillons donc à garder le rythme, au besoin même forçons-le. Toujours plus d'égalité, par exemple, car «les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit», comme le dit l'article premier de la déclaration des droits de l'homme. En sorte qu'il importe autant que possible d'effacer les inégalités existantes. Toutes sont des survivances obsolètes, l'expression de préjugés qu'il est nécessaire de combattre. Préjugés, il est vrai, qui ont parfois

la vie dure. L'expérience au quotidien contribuerait même plutôt à les renforcer. Mais ce n'est pas en soi un problème. Les gens croient qu'ils voient certaines choses, mais ils s'illusionnent en cela. Ils sont victimes de fantasmes, leur imagination les égare. C'est le contraire en fait qu'ils voient, simplement ils n'en sont pas conscients. Il faut les conscientiser.

En tout état de cause, le combat égalitaire est sans trêve, il ne connaît aucune pause. Les homosexuels ne se limitent pas, par exemple, à revendiquer leur droit, longtemps méconnu, à s'«orienter» comme bon leur semble au plan sexuel. Ce droit leur est aujourd'hui acquis, mais ils ne s'en satisfont pas, ils veulent davantage encore: pouvoir se marier entre eux, par exemple, ou encore adopter des enfants. Certains préconisent même l'élaboration de lois d'exception portant création du délit d'«homophobie». Il serait désormais interdit de dire qu'on n'aime pas les homosexuels. C'est peut-être conforme à l'exigence égalitaire, en même temps qui ne voit que le soleil dépasse ici ses propres mesures? Pour l'instant encore, les Erinyes se sont montrées compréhensives, mais leur effacement préquel n'est peut-être que temporaire. De quel œil croit-on que l'individu moyen assiste aux actuels défilés de la *gay pride*? On remarquera d'ailleurs qu'ils ne passent pas par n'importe quelles rues ou quartiers. Les médias se focalisent volontiers sur les positions de l'Eglise catholique en cette matière¹, mais le retournement de tendance, s'il devait se produire, ne viendrait sûrement pas de là. C'est d'ailleurs, de toute évidence, qu'il viendrait². On ne s'en réjouira pas trop.

Où alors, la revendication égalitaire débouche en son contraire même, comme on le voit avec la discrimination positive. C'est l'adjectif ici qui compte. On discrimine, certes, mais pour la bonne cause. Le problème est que, de plus en plus, aujourd'hui, de telles discriminations sont voulues et revendiquées pour elles-mêmes. En Suisse, par exemple, les partis de gauche dénoncent comme injuste toute velléité d'alignement de l'âge de la retraite des femmes sur celui des hommes, alors même que l'espérance de vie moyenne des premières est de plu-

sieurs années supérieure à celle des seconds. Ils parlent de «démantèlement social», d'«injure faite aux femmes», etc. Autre exemple, le tout récent projet de loi espagnol aux termes duquel des peines plus lourdes seront infligées aux hommes qu'aux femmes en cas de violence domestique³. La violence domestique est certes en elle-même un phénomène pré-occupant, un vrai fléau même, mais on voit mal en quoi la violence domestique serait plus acceptable de la part d'une femme que d'un homme. Un pas de plus, et l'on dira que les mères ont le droit de maltraiter leurs enfants et pas les pères. Si l'on fait de la discrimination positive, il faut aller jusqu'au bout.

«Il faut éteindre l'*hybris* plus encore que l'incendie», dit encore Héraclite. Encore une fois, les modernes ne savent pas se fixer de limites, ils veulent toujours passer outre. Tout progrès en appelle un autre, et ainsi de suite indéfiniment. Ainsi est-il pleinement conforme au sens de l'histoire qu'après avoir réalisé l'égalité hommes-femmes, on aille plus loin encore en avantageant les femmes par rapport aux hommes. C'est certainement une entorse au principe d'égalité, mais dès lors que ce sont les hommes qui en sont victimes, quelle importance? Juste

retour des choses, au contraire. Le point d'équilibre existe donc bien, mais n'est qu'un point de passage. On pourrait aussi utiliser l'image de la roue, celle de la fortune. Les contraires ne cessent d'alterner entre eux, on va de bas en haut, de haut en bas, etc. L'idéal serait de pouvoir se maintenir à mi-distance, mais cela ne se produit que rarement. Et donc la roue continue à tourner.

ERIC WERNER

¹ Tout récemment encore, un document officiel du Vatican dénonçait le risque de création d'un «modèle nouveau de sexualité polymorphe» (*Le Monde*, 7 août 2004), allusion probablement à Freud, qui effectivement montre que la sexualité humaine, dans la mesure où elle s'enracine dans la *psyché*, est polymorphe. Mais l'œuvre de Freud ne date pas d'hier. *Les Trois essais sur la théorie sexuelle*, qui développent ce thème, ont paru en 1905.

² Les imams de banlieue se montrent souvent très virulents à l'encontre des homosexuels. Le rôle et l'influence grandissants de l'islam militant en Europe sont une donnée qu'il est de moins en moins possible d'ignorer dans l'analyse qu'on fait de certains problèmes de société.

³ *Le Monde*, 29 juillet 2004.

Qui a écrit cela?

L'idole des Mexicains avalait moins de monde que n'en engloutit cette idole de l'industrie, des capitalistes, des actionnaires, cette idole des désœuvrés de cafés, des badauds de ports, des flâneurs de rues; cette idole de qui tant d'hommes attendent la richesse universelle, le mariage des hémisphères, la chute des préjugés, l'abolition de la peine de mort, la désuétude de la poudre à canon, et la société refondue et remise à neuf... la vitesse!

Aucun lecteur n'a reconnu cet extrait des *Premiers voyages en zigzag* de Rodolphe Töpffer.

Avec la reprise scolaire, nous nous permettons de ressortir quelques conseils à l'usage des victimes de la nouvelle pédagogie vaudoise.

[...] Si donc tu veux une école plus agréable, une seule possibilité, entreprend de transformer celle où tu te trouves.

Certes, tu n'as pas le droit de décider et même pas celui de donner ton avis. Les adultes veulent toujours garder tout le pouvoir pour eux, et tant que vous ne connaîtrez pas le système aussi bien qu'eux, ça leur sera facile.

Mais personne ne peut avoir de pouvoir sur toi si tu ne veux pas. Les adultes ne peuvent pas diriger tes opinions et tes pensées. Ils peuvent peut-être te faire dire ce qu'ils veulent entendre, mais tu restes libre de penser ce que tu veux et d'agir comme tu le juges bon.

Le premier lecteur ou écolier à nous donner la référence exacte gagne un abonnement d'une année à *La Nation*.

Référendum contre le «PACS»: encore un effort!

Le référendum contre la loi fédérale sur le «partenariat enregistré entre couples de même sexe» est entré dans sa phase finale. A moins de trois semaines de l'échéance du délai référendaire (7 octobre), il manque encore quelques milliers de signatures pour passer la barre des 50'000 signatures nécessaires à l'aboutissement du référendum. Sur le plan fédéral, le comité référendaire doit faire valider les signatures dans le délai référendaire. C'est pourquoi les dernières signatures doivent impérativement être envoyées d'ici au 25 septembre à l'adresse suivante:

**Comité référendaire
NON au «Pacs» fédéral
Case postale 2466
3601 Thoune**

Si vous n'avez pas encore signé et fait signer votre entourage, il vous reste encore quelques jours pour vous procurer des listes de l'une des manières suivantes:

- En imprimant la feuille de signature depuis l'adresse internet suivante: <http://www.udf.ch/referendum.pdf>;
- En envoyant un courrier électronique à l'adresse suivante: info@udf.ch;
- En téléphonant au 024 425 96 23 ou en envoyant un fax au 024 425 96 46.

Il faut que le peuple ait la possibilité de s'opposer à ce «mariage homosexuel», qui ouvre la voie à l'adoption d'enfants par des «couples» homosexuels.

Réd.

Le Coin du Ronchon

Gross frustration

On sait que les journalistes, chez nous, n'ont guère d'attrance pour l'armée, qu'ils n'ont que peu d'affection pour la Suisse, et qu'ils n'ont par conséquent aucune sympathie pour l'armée suisse. C'est plus fort qu'eux: tout ce qui ressemble à du gris-vert à croix fédérale leur donne des boutons.

Alors quand l'armée suisse, justement, organise un meeting aérien qui attire 270'000 personnes à Payerne, les pauvres journalistes de la presse romande sont bien ennuyés.

Celui qui a dû remplir les pages 1, 2 et 3 du plus grand quotidien du Canton, et qui s'est douté qu'une grande partie des abonnés étaient allés admirer ces ballets aériens, a eu l'élégance de donner résolument dans l'euphorie et de repousser ses scrupules dans un édit de page 4, en les résumant en une formule lapidaire pour montrer qu'il n'était pas dupe et qu'il n'approuvait pas «les finalités et l'utilisation militaire des avions».

En revanche, celui qui n'avait qu'une petite chronique à rédiger en page xy d'un journal catalogué intello a pu donner libre cours à ses démangeaisons. Evo-

quer les coûts de la manifestation, ainsi que ceux du futur avion de combat helvétique. Soupçonner des pressions de la part des entreprises d'armement. Ironiser sur l'ennemi invisible et inexistant. Poser la question du type d'armée dont la Suisse a besoin. Remettre en question la neutralité et l'armée de milice. Et s'éloigner toujours plus des avions et de Payerne, qui n'étaient qu'un prétexte.

Tout cela ne serait rien sans cette petite touche de manipulation psychologique, sans cette mise en condition insidieuse destinée à orienter les sentiments du lecteur, sans cette petite bassesse sournoise dont un médiateur habile démontrera qu'elle ne contrevient pas à l'éthique journalistique, et qui, ce jour-là, sous la plume de M. François Gross, a pris la forme d'une simple expression glissée dans la première phrase dans l'espoir de discréditer l'aviation suisse: «Luftwaffe helvétique».

L'aigreur du propos est sans doute à la mesure de la frustration de son auteur, et cela, au fond, nous réjouit grandement.

LE RONCHON